

Faible corrélation entre conjoncture et résultats électoraux

En Suisse, la situation économique n'a guère influé sur les résultats électoraux ces vingt dernières années. Rien n'augure qu'il en ira autrement en 2015. *Georg Lutz*

Abrégé Il est habituel de postuler que les thèmes économiques et la conjoncture jouent un rôle déterminant dans l'issue des scrutins. Les études scientifiques qui vont dans ce sens sont, toutefois, controversées. On ne constate pas non plus de rapport de causalité en Suisse. Ainsi, si l'électorat juge bel et bien que le PLR est le parti le plus compétent pour résoudre les problèmes d'ordre économique, cette formation n'en profite guère, car le choix des urnes dépend d'une multitude de facteurs. Qui plus est, selon l'étude Selects de 2011, les électeurs ont mentionné une seule fois en vingt ans que la conjoncture constituait un problème important. Le franc fort ne devrait donc guère influencer les résultats des prochaines élections fédérales. Pour l'électeur, aucune des formations présentes n'est capable de résoudre le problème.

«C'est l'économie, crétin!» Telle est la devise, devenue célèbre, que le responsable de la campagne électorale de Bill Clinton avait accrochée en 1992 au siège du Parti démocrate, afin que personne ne perde de vue l'essentiel. Il estimait que les recettes économiques présentées par le candidat jouaient un rôle prépondérant. La conjoncture et les thèmes économiques, ainsi que la situation économique personnelle sont-

À l'automne 2011, les électeurs considéraient que l'immigration et l'environnement étaient plus importants que la situation économique.

ils importants dans l'issue du scrutin? Voilà une question qui occupe tant la politique que la science depuis longtemps. Avant les élections, de nombreux gouvernements, rongés d'inquiétude, observent les indicateurs économiques en espérant que les principaux d'entre eux soient positifs. Cette corrélation repose-t-elle, toutefois, sur des éléments probants?

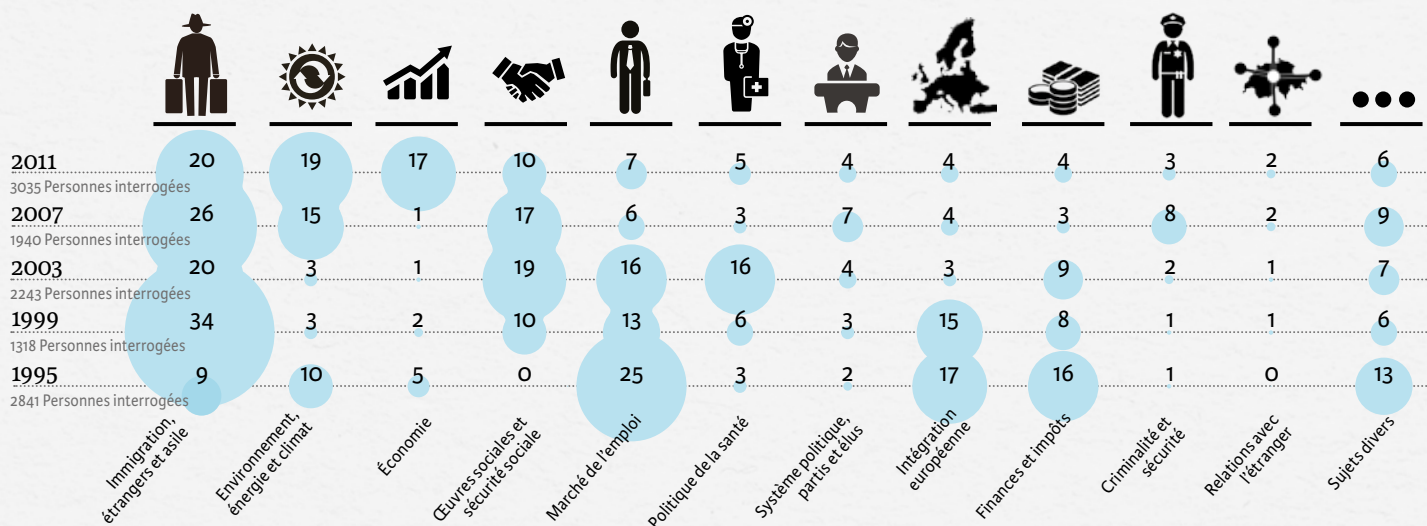
Comment l'économie influence-t-elle les électeurs?

S'agissant de l'influence de l'économie sur les élections, l'hypothèse de base est simple: la bonne conjoncture est favorable au gouvernement, la mauvaise lui fait perdre des voix. Dans cette interprétation, le gouvernement est tenu pour responsable de la situation économique. La prééminence de cette dernière est une prémisse largement répandue dans le monde politique et



SHUTTERSTOCK

III. 1. Principal problème perçu par les électeurs lors des élections de 1995 à 2011



SELECTS (2011), SHUTTERSTOCK.COM

La question des étrangers est celle qui a le plus préoccupé les électeurs lors des quatre dernières votations. 100 % = toutes les mentions lors d'un scrutin.

scientifique. Toutefois, des recherches récentes la remettent en question. De plus, il n'est pas prouvé que cet effet soit perceptible en Suisse.

Le mécanisme par lequel la conjoncture influe sur les résultats électoraux est plus complexe qu'il n'y paraît de prime abord. En premier lieu, il convient de distinguer les indicateurs économiques qui, perçus par l'électorat, jouent effectivement un rôle: s'agit-il du taux de croissance (qu'il soit positif ou négatif), du chômage ou de l'inflation?

En deuxième lieu, il s'agit de savoir si c'est la perception de la conjoncture passée ou les prévisions qui sont déterminantes. Par extension: qui en est responsable et dans quelle mesure les solutions apportées par les acteurs politiques aux problèmes économiques emportent-elles l'adhésion des électeurs?

En troisième lieu, nous ne savons pas si c'est la conjoncture objective ou la perception subjective des électeurs – elles peuvent parfaitement présenter un écart – qui détermine le vote. En quatrième et dernier lieu, il reste à savoir si les électeurs prêtent plutôt attention à l'évolution

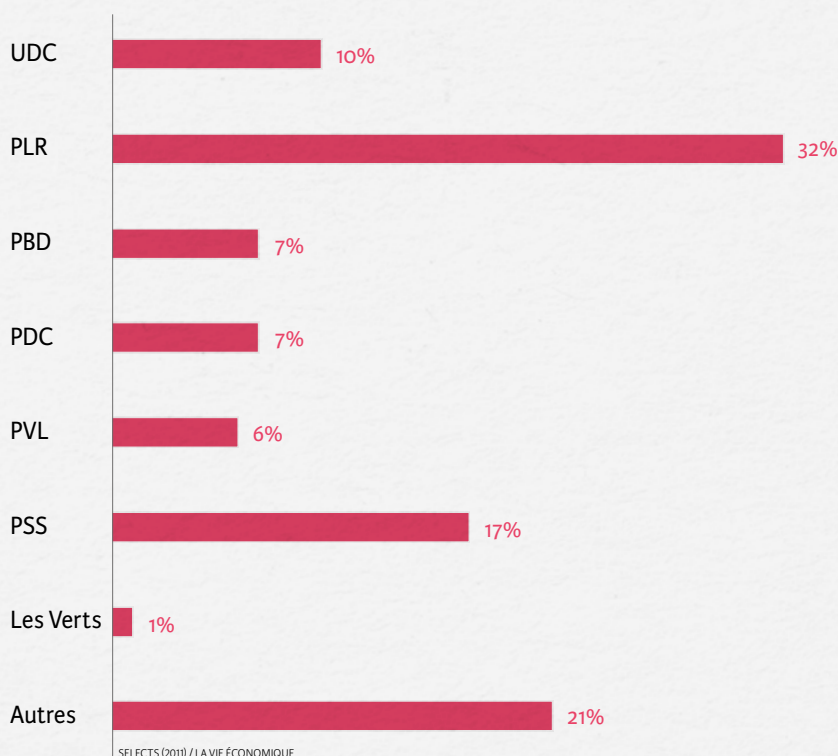
économique générale ou à leur situation particulière. N'oublions pas non plus que leur choix dépend d'une foule d'autres sujets ou facteurs, de sorte que chaque élément, pris isolément, n'exerce qu'une influence limitée.

Devant une telle complexité, il n'est guère étonnant que les chercheurs ne puissent fournir de résultats concluants sur les liens qui pourraient exister entre conjoncture et choix électoraux. Quant aux données empiriques, elles s'avèrent instables et incohérentes: la corrélation constatée dans certains pays n'est en effet pas corroborée par les résultats des nombreux scrutins réalisés dans d'autres États. Nous sommes dès lors contraints de conclure que l'influence de la conjoncture sur la situation économique est imprévisible et tributaire de la situation perçue.

La conjoncture n'est que rarement déterminante

L'hypothèse selon laquelle l'influence de la conjoncture est plutôt faible et dépend de la situation vaut aussi pour la Suisse. Ainsi, cette

III. 2. Parti le plus compétent en économie, d'après les électeurs



Parti – en % de tous les partis nommés – jugé le plus compétent pour résoudre le problème principal lorsqu'il est fait mention de l'économie. Nombre de réponses (N) = 552.



variable n'est que rarement un problème crucial pour le corps électoral, de sorte qu'une prémisse du rapport de causalité n'est même pas remplie. En Suisse, les électeurs fondent en effet leur choix sur une grande variété de thèmes.

L'illustration 1 présente les thèmes perçus par l'électorat comme le problème le plus important entre 1995 et 2011¹: l'économie n'y figure qu'une seule fois, en 2011. À l'époque, l'Europe était plongée dans une crise financière et le franc ne cessait de se renforcer, ce qui avait amené la Banque nationale à adopter un taux plancher.

Les électeurs ont aussi nommé, durant la période retenue, des sujets proches de l'économie, comme les finances et les impôts, le marché de l'emploi ou les œuvres sociales. Cependant, d'autres thèmes, comme la migration ou l'environnement, les inquiétaient souvent davantage.

De surcroît, la théorie classique n'est guère transposable à la démocratie de concordance suisse, car elle postule que la conjoncture exerce surtout une influence sur les partis gouverne-

mentaux et ceux de l'opposition. Cette vision est en porte-à-faux avec la réalité helvétique, où il n'y a pas de système majoritaire, mais un gouvernement formé depuis de nombreuses années par les principaux partis. De ce fait, il est impossible d'attribuer clairement des responsabilités lorsque des événements se produisent, qu'ils soient négatifs ou positifs. En Suisse, rien ne permet de désigner avec certitude le ou les partis responsables de la conjoncture.

Le PLR ou la difficulté de traduire les compétences économiques en voix

Il n'en reste pas moins possible que les sujets économiques soient plus utiles à certains partis qu'à d'autres. Les formations politiques orientent systématiquement leurs campagnes sur cette hypothèse. De surcroît, elles lancent initiatives et référendums afin de consolider – avec succès – leur suprématie dans leur domaine de prédilection. Le paysage politique suisse est ainsi clairement

¹ Toutes les analyses utilisent les données des études électorales Selects (www.selects.ch); elles ne tiennent compte que des personnes exerçant leur droit de vote.



Centre commercial. La situation économique devrait n'avoir qu'une influence relative sur l'issue du scrutin suisse de cet automne.

délimité: le social est l'apanage du PS, l'environnement celui des Verts et des Verts'libéraux et la migration celui de l'UDC. Quant à l'économie, elle est le pré carré du PLR, perçu comme le parti le plus versé dans ce domaine.

De toutes les personnes interrogées ayant indiqué en 2011 que l'économie était le premier ou le deuxième problème de la Suisse, 32% déclaraient que le PLR possédait les meilleures solutions en la matière. Seules 17% ont cité le PS et 10% l'UDC (voir *illustration 1*). Il n'en reste pas moins que le PLR n'a guère pu traduire en suffrages sa compétence en économie. Lorsque l'on considère le parti pour lequel ces personnes ont réellement voté, il obtient un pourcentage de voix qui n'est guère supérieur à son résultat effectif.

Perception subjective de la conjoncture

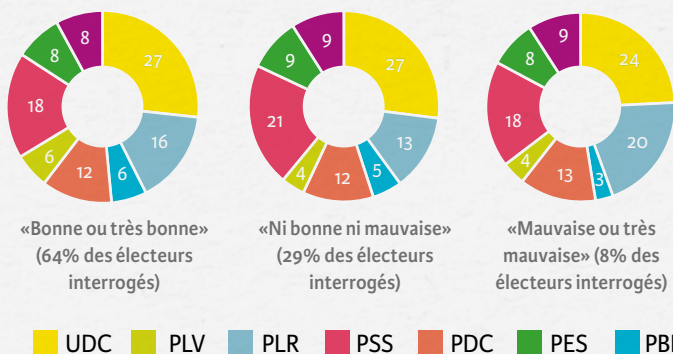
S'il est certes *objectivement* difficile d'attribuer la responsabilité de l'évolution de l'économie à un

parti concret, il est en revanche possible que certains partis retirent un bénéfice de la perception subjective du corps électoral.

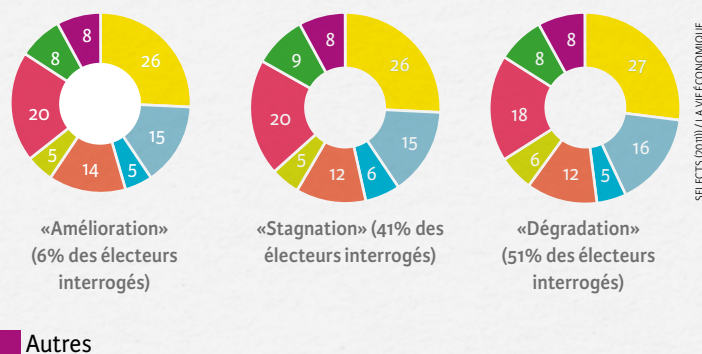
Après les élections de 2011, dans le cadre de l'étude électorale Selects, on a demandé à tous les sondés ce qu'ils pensaient de la situation économique et s'ils estimaient que celle-ci s'était améliorée ou avait empiré. À cette époque, l'optimisme était de rigueur: 64% des personnes ayant voté étaient d'avis que l'économie allait bien ou très bien; seulement 8% pensaient qu'elle allait mal ou très mal. Néanmoins, un peu plus de la moitié des électeurs (53%) jugeaient que la situation économique s'était détériorée lors des douze derniers mois et seuls 6% croyaient qu'elle s'était améliorée. La crise économique et financière européenne était alors ressentie clairement comme un danger pour la Suisse.

Ces mouvements d'opinion n'ont pas exercé d'influence mesurable sur le choix des électeurs. L'analyse de la corrélation entre perception de la conjoncture et vote effectif ne dégage pas de

III. 3. Appréciation de la conjoncture et vote en 2011. Nombre de réponses (N) = 2980.



III. 4. Appréciation de l'évolution conjoncturelle lors des douze derniers mois et vote en 2011 (N) = 3231



différences significatives entre les partis. Autrement dit, les électeurs jugeant la situation économique bonne ou meilleure n'ont pas choisi systématiquement d'autres partis que les votants qui l'estimaient mauvaise ou pire (voir *illustrations 1 et 2*).

Van der Brug Wouter, Van der Eijk Cees et Franklin Mark, *The economy and the vote: Economic conditions and elections in fifteen countries*, Cambridge, 2007, Cambridge University Press.

Le franc fort n'aura probablement aucun effet sur l'issue du scrutin

Théoriquement, il est possible que l'économie joue à l'avenir un rôle plus important dans les élections suisses, surtout si le pays devait brusquement affronter un net ralentissement conjoncturel, une montée du chômage ou une forte inflation. Ce scénario est cependant peu probable avant l'automne prochain et la situation n'est pas sans rappeler celle qui prévalait il y a quatre ans.

La peur que le franc fort ne pèse sur l'emploi est certes palpable, de même que l'inquiétude suscitée dans les milieux économiques par les rapports avec l'Union européenne. Rien ne permet en revanche de conclure, pas plus qu'en 2011, que l'électorat fasse le lien, pour le meilleur ou pour le pire, entre un parti et un problème ou ses solutions. Il est donc de nouveau probable cette année que la conjoncture n'influe guère sur le résultat des élections.



Georg Lutz

Professeur de sciences politiques à l'université de Lausanne, chef de projet de l'étude électorale Selects auprès du Centre de compétence national pour les sciences sociales (Fors)

Bibliographie

Anderson Christopher J., «The end of economic voting? Contingency dilemmas and the limits of democratic accountability», *Annual Review of Political Science*, 10, 2007, pp. 271–296.
Lewis-Beck Michael S. et Stegmaier Mary, «Economic determinants of electoral outcomes», *Annual Review of Political Science*, 3, 2000, pp. 183–219.

Lutz Georg, *Élections fédérales 2011. Participation et choix électoral*, Lausanne, 2012, Selects-FORS.